



Communiqué de presse Toulouse déclarée zone difficile ?

La Fédération Professionnelle Indépendante de la Police s'insurge contre la montée en puissance de la violence dans les cités.

Ce phénomène désolant et inquiétant met à jour l'urgence d'obtenir des effectifs de police complémentaires sur la circonscription Toulousaine, dont le manque aujourd'hui s'estime à 150 fonctionnaires. Cet apport d'effectifs viendrait combler la déficience en la matière enregistrée au cours des années précédentes tout en permettant à la police d'œuvrer dans des conditions meilleures en faveur de la sécurité des personnes et des biens.

Lorsqu' on veut combattre la délinquance avec efficacité, il convient d'accorder en priorité les moyens moraux et matériels aux femmes et aux hommes qui ont vocation à la combattre au quotidien.

Au vu des derniers incidents mettant à jour l' inflation des faits délictueux et le climat délétère qui règne, outre les effectifs sollicités, la FPIP revendique la reconnaissance comme zone difficile de la circonscription de la ville de Toulouse.

Les actes de violences répétitifs envers les policiers sont désormais quotidiens, les bandes organisées ont gravi un échelon supplémentaire et leurs instigateurs le disent eux-mêmes, «on veut casser du flic ».

La F.P.I.P. n'accepte pas le lynchage des représentants de l'ordre et en appelle solennellement à celles et ceux qui aujourd'hui aspirent aux plus hautes fonctions afin, qu'au-delà des promesses électoralistes, des décisions claires et courageuses soient enfin prises.

Quand on prône la république et ses valeurs, l'on se doit d'éradiquer les zones de non droit, il s'agit là de l'acte salutaire pour la démocratie.

La police nationale a le devoir de veiller à la paix publique et au besoin de la restaurer, celui de l'Etat est de lui en donner les moyens.

La réponse doit être à la hauteur de la provocation, force doit rester à la loi. Il suffit simplement de le vouloir.

Mais ce n'est pas en écartant les policiers de ces secteurs dits sensibles sous le prétexte fallacieux du « risque à l'ordre public » qu'ils représentent que l'on peut espérer un retour à ces valeurs dont beaucoup se font les chantres.

